

LA ROCHELLE
17, avenue Brernard Moitessier
CS 60090
17187 PERIGNY



Opération : **17 CHATEAU O. REHAB. CASERNE**
N° affaire : 6403500_1-1U5V3HY

Tél : +33 6 14 26 08 27
Mél : olivier.philippon@fr.bureauveritas.com

COMMUNE DU CHATEAU D OLERON
GAMDJI SADJO
4 BOULEVARD VICTOR HUGO
17480 LE CHATEAU D OLERON


**17 CHATEAU O. REHAB. CASERNE
LOCAUX ASSOCIATIFS
17480 LE CHATEAU D OLERON**

**COMMUNE DU CHATEAU D OLERON
4 BOULEVARD VICTOR HUGO
17480 LE CHATEAU D OLERON**

Opération de catégorie **2**

Coordination Sécurité et Protection de la Santé
Plan Général de Coordination

P.G.C.

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
17/03/2017	Rev0		Olivier PHILIPPON 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	8
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	14
3.2. Emprise de chantier	16
3.2.1. Clôture et portail	16
3.2.2. Accès	16
3.2.3. Circulations	16
3.2.4. Signalisation	16
3.2.5. Stationnements	17
3.2.6. Stockage	17
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	17
3.2.8. Cantonnements et entretien	17
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	18
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	18
3.3.2. Plan d'installation de chantier	19
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	19
4. MESURES DE COORDINATION SPS	21
4.1. Définition des séquences d'interventions	21
4.2. Analyse de risques	23
4.3. Co-activités et protections collectives	27
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	27
4.3.2. Déplacement de protection collective	27
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	28
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	28
4.4. Equipement de levage	28
4.4.1. Autorisation de survol	28
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	29
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	29

4.5.1. Approvisionnements et stockage	29
4.5.2. Travaux superposés	29
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	29
4.5.4. Protection contre le bruit	29
4.5.5. Protection contre l'incendie	29
4.5.6. Travaux en hauteur	30
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	30
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	30
4.6. Moyens communs	31
4.6.1. Mise en commun de moyens de levage	31
4.6.2. Elévation du personnel	31
4.6.3. Echafaudages, matériels ou équipements mis en commun	31
4.6.4. Protection des accès – Auvents	31
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	32
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	33
5.1. Stockages sur le chantier	33
5.2. Nettoyage	33
5.3. Enlèvement des déchets	33
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	33
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	34
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	34
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	35
6.1. Déclarations particulières	35
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	35
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	35
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	36
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	36
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	36
6.7. Locaux témoins	36
7. ORGANISATION DES SECOURS	37
7.1. Téléphone de secours	37
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	37
7.3. Travail isolé	37
7.4. Procédure d'organisation des secours	37
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	37
7.6. Point de rencontre secours	37
7.7. Modèle de fiche de secours	38
ANNEXES AU P.G.C.	39

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase DCE
- des documents fournis par la Maîtrise d' Œuvre en date du 08/03/17.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Transformation de la caserne des Pompiers en Locaux Associatifs 3 boulevard des Ecoles LE CHATEAU D'OLERON 17480



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'Offre

Mode de passation des marchés : lots séparés,

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 juillet 2017

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 10

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un souci de respect de l'environnement et dans une démarche de réduction des coûts de gestion des déchets il est préconisé:

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre d'entreprises intervenantes (estimation) : 13

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 12

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	COMMUNE DU CHATEAU D OLERON	4 BOULEVARD VICTOR HUGO 17480 LE CHATEAU D OLERON	gamdji.sadjo@lechateaud oleron.fr	GAMDJI SADJO
Maîtrise d'œuvre de conception	SD ARCHITECTES	32 ,rue Thiers 17300 ROCHEFORT	b.sourd@sdarchitectes.fr	BRUNO SOURD
Coordonnateur SPS de conception	Agence de LA ROCHELLE BUREAU VERITAS	17 AVENUE BERNARD MOITESSIER CS 60090 17187 PERIGNY	06 14 26 08 27 olivier.philippon@fr.burea uveritas.com	OLIVIER PHILIPPON

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'Inspection Commune de la séquence est réalisée au cours d'une réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence, doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne sont réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'OEuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de

l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité
- notamment au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers (R. 4532-16):

Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,

- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSAFF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Les travaux se dérouleront dans un bâtiment existant exempt de mitoyenneté.

Le bâtiment est bordé au NORD par la rue des Rempart - au SUD par la rue des Ecoles. Les pignons du bâtiment sont large d'accessibilité et exempt de mitoyen.

La parcelle peut facilement être rendue close et indépendante par un barriérage rigide.

Présence d'amiante dans les existants

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (JO du 6 juillet 2013)

Cet arrêté est pris en application de l'article R1334-22 du code de la santé (créé par décret 2011-629 du 3 juin 2011 (le décret de 2011 oblige les propriétaires d'immeubles à faire faire un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en cas de démolition de l'immeuble pour ceux dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997). Le terme « démolition » y est précisé : c'est une opération consistant à détruire au moins une partie majoritaire de la structure d'un bâtiment.

Il est relatif aux modalités du repérage portant sur les produits et matériaux incorporés - ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble et au contenu attendu du rapport du repérage des matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique. Ce repérage doit être réalisé après évacuation définitive de l'immeuble bâti et enlèvement des mobiliers afin que tous les composants soient accessibles.

L'arrêté rappelle les obligations du propriétaire en matière de communication et précise que le repérage se déroule en 2 phases :

Phase 1 :

L'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique de façon exhaustive sur toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réalise ou fait réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires.

Il détermine à ce moment les zones présentant des similitudes d'ouvrage

Phase 2 :

L'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique identifiés, ceux qui contiennent de l'amiante. En cas de doute sur la présence d'amiante, un prélèvement pour analyse de matériaux par un organisme accrédité doit être fait. L'opérateur de repérage transmet au laboratoire une fiche d'accompagnement comprenant les éléments figurant en annexe pour les MPCA afin d'assurer la traçabilité des échantillons prélevés.

Pour conclure à la présence ou à l'absence définitive d'amiante, l'opérateur de repérage indique le critère fondant sa décision : les matériaux ou produits qui par nature ne contiennent pas d'amiante, le marquage du matériau, le document consulté, le résultat d'analyse du matériau ou produit.

L'arrêté précise également le contenu des rapports de repérage, notamment :

- l'identification complète de l'immeuble concerné,
- les données contractuelles,
- les plans et croquis,
- la liste et la localisation des matériaux et produits repérés de la liste C mentionnant pour chacun de ces produits ou matériaux la présence ou l'absence d'amiante et les critères ayant permis de conclure.

Cet arrêté s'applique aux rapports transmis après le 1er juillet 2013.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié à partir

du 1er juillet 2013.

Obligations en cas de démolition ou travaux :

Tous les bâtiments, dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, doivent faire l'objet d'un **diagnostic amiante avant travaux avec repérage spécifique avant démolition**. Il s'agit d'assurer la protection des salariés qui vont effectuer la démolition et de l'environnement du bâtiment.

Un repérage complémentaire doit donc être effectué en complément du DTA portant sur un nombre plus important de matériaux qui seraient accessibles par travaux destructifs :

- article L 1334-27 du code de la santé publique
- Arrêté du 26/06/2013 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolitions

L'entrepreneur est tenu d'appliquer des règles liées aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante :

Un plan de retrait doit être effectué par une entreprise qualifiée et formée. Il est important de tenir compte du délai de réponse des organismes de prévention - d'un mois à compter du dépôt du plan de retrait cf. décret.

Des mesures de fibres seront effectuées par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait et à la fin (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres après retrait.

Pendant le retrait et tant que le maître d'œuvre et le coordonnateur n'ont pas obtenu de garanties suffisantes, les travaux sont interdits hormis ceux qui sont effectués dans l'enceinte confinée par l'entreprise qualifiée et formée. Son personnel travaille selon les strictes procédures du plan de retrait présenté et approuvé par les institutionnels.

Les déchets provenant du retrait font l'objet d'un BSDA (bordereau de suivi des déchets amiantés) pour mise en décharge selon la réglementation

Les travaux envisagés sont susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Dans les zones concernées : il est nécessaire de confiner la zone, de ne permettre l'entrée qu'aux travailleurs (à jour de leur habilitation) de l'entreprise concernée par ces travaux.

Un arrêté publié au journal officiel le 14 mars 2013 précise les modalités de choix, d'entretien et de vérification des EPI utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

L'entreprise est tenue d'assurer la formation de son personnel et d'établir une fiche d'exposition pour chacun des travailleurs (fiche transmise à l'intéressé et au Médecin du Travail)

L'entreprise concernée remet au MO MOE et CSPS son PPSPS – Plan de retrait validé par l'Inspection du Travail et détaille dans les modes opératoires :

- 1) son organisation,
- 2) les modalités prises pour informer et former son personnel
- 3) les modalités prises pour délimiter les zones d'intervention et en interdire l'accès de manière efficace et en assurer son isolement,
- 4) les mesures de réduction des émissions de poussières (imprégnation- utilisation outils manuels ou à faible vitesse - captage des poussières à la source - pulvérisation de brouillard d'eau)

Arrêté du 23 février 2012 modifiant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

Champ d'application.

Le présent arrêté s'applique aux activités définies aux articles R. 4412-114 et R. 4412-139 du code du travail. Outre l'obligation générale de formation à la sécurité prévue à l'article L. 4141-2 du code du travail, l'employeur, pour affecter un travailleur à des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ou à toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante qui porte notamment sur des bâtiments, des navires, des structures, appareils ou installations, y compris les interventions sur terrains amentifères, lui assure préalablement une formation adaptée à ses activités et aux procédés mis en œuvre, conformément aux articles R. 4141-13, R. 4412-87, et R. 4412-98.

La formation est renouvelée régulièrement conformément aux dispositions prévues à l'article 5 du présent arrêté.

Le diagnostic amiante a été réalisé par BUREAU VERITAS en Janvier 20217 il est joint au dossier d'appel d'offre sous la référence Rapport N°: 6404037//1/CASERNE Rév1

Présence de plomb sur existant

Le plomb, substance CMR (cancérogène, mutagène, toxique pour la reproduction), est classé toxique pour la reproduction de catégorie 1 et cancérogène de catégorie 3. Le seuil de 1 mg/cm² vise à protéger la population des risques de saturnisme (Code de la santé publique). L'accessibilité au plomb doit être combattue par les propriétaires des bâtiments d'habitation construits avant 1949, et le diagnostic est considéré comme positif au-delà de 1 mg/cm².

Pour le chef d'entreprise, la réglementation à prendre en compte est celle du Code du travail, pour tous travaux sur supports plombés (peintures cérusées, canalisations, éléments de couverture, etc.) : articles R.4412-1 à -58 (risque chimique), R.4412-59 à -93 (CMR), R.4412-152 et -153 (valeurs limites), R.4412-156 à -159 (hygiène), R.4412-160 (surveillance médicale renforcée). L'article R.4412-149 fixe la valeur limite d'exposition professionnelle à 0,1 mg/m³.

Quelle que soit la teneur en plomb, il faut :

- évaluer la nature, le degré et la durée de l'exposition des travailleurs ;
- informer et former les salariés ;
- informer la médecine du travail ;
- analyser les modes opératoires ;
- établir des fiches de tâches ;
- fournir des EPI et former les personnes concernées à leur emploi ;
- analyser le taux d'empoussièrement ;
- gérer les déchets ;
- gérer les Co-activités pour limiter l'exposition ;
- mettre en place toutes les mesures d'hygiène nécessaires : vestiaires propre/sale, douches, réfectoire...

OU / ET

L'interdiction du plomb dans les peintures s'est faite en plusieurs étapes, dont les principales sont : à partir de 1913, interdiction de gratter et poncer à sec, puis en 1948, interdiction d'emploi de peinture à la céruse pour les professionnels. Mais ce n'est que l'arrêté du 1er février 1993 qui prononce l'interdiction de mise sur le marché et d'importation des peintures au plomb, puis le décret du 23 décembre 2003 pour la mise en œuvre dans tous travaux de peinture.

La réalisation d'un diagnostic du plomb

dans les peintures avant toute opération de travaux ou de démolition (y compris dans les bâtiments construits après 1948) est une obligation qui découle de l'article L.4121-2 du code du travail relatif aux principes généraux de prévention. Le diagnostic est un outil d'évaluation du risque qui doit permettre à l'employeur de supprimer tout risque d'exposition des travailleurs par la mise en place de techniques et moyens adaptés au traitement des revêtements contenant du plomb qui ont été identifiés.

Exemples de risques à prendre en compte :

Risque ingestion et cutané :

Vis-à-vis de ces risques, quelques mesures de prévention et de protection simples, ci-dessous :

- pour les risques cutanés : port de gants ;
- le lavage systématique des mains (et des ongles) ainsi que des avant-bras avant la prise de repas et les pauses sanitaires ;
- l'interdiction de prise de repas au droit du chantier.

Risque inhalation :

En vue d'une protection des voies respiratoires :

- par temps sec : arrosage périodique des zones d'investigation (mesure de protection collective) ;
- lors des opérations courantes : port d'un masque de type P3 en continu sur le chantier (risque poussières).

Le coordonnateur ne dispose pas de diagnostic plomb à la date de rédaction du PGC.

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Conformément à la réglementation:

Article R4533-2 du code du travail une voie d'accès au chantier est construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier. Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

Les voies d'accès sont constamment praticables. Les eaux pluviales sont drainées et évacuées.

Ces voies sont convenablement éclairées.

Article R4533-3 du code du travail, le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable est réalisé de manière à permettre une alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Article R4533-4 du code du travail le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Article R4533-5 du code du travail Article R4533-5 les matières usées sont évacuées conformément aux règlements sanitaires en vigueur.

Ces dispositions imposées par la réglementation seront en fonctionnement avant tout démarrage des travaux.

La base vie sera dimensionnée pour un nombre moyen de 15 personnes (il revient au lot Gros oeuvre de mettre en place les installations nécessaires afin de satisfaire à la réglementation).

L'accès au chantier se fait depuis la rue des Remparts

L'ensemble des réseaux sont collectés sur les rues attenantes, il y aura certainement des travaux sur celles ci pour le raccordement aux existants.

En dehors des horaires de travail, les accès existants et tous les accès créés pour les besoins du chantier seront fermés à clef charge à l'entreprise de Gros oeuvre de mettre en place les moyens nécessaires et pérenne pour assurer cette prestation jusqu'à la livraison finale du programme.

Les personnes travaillant sur le chantier devront porter en permanence le sigle ou logo et le nom de l'entreprise sur leur vêtement de travail.

Les visites de chantier sont soumises à l'accord du Maître d'ouvrage, même pour le personnel des entreprises participant aux travaux qui n'est pas affecté au chantier.

L'organisateur de la visite demeure le seul responsable de la fourniture des casques et chaussures de sécurité ainsi que des éventuels dommages matériels subis par les visiteurs au cours de la visite.

La responsabilité des entreprises est pleine et entière en ce qui concerne la protection de leurs ouvrages, matériaux ou matériels contre le vol et les dégradations.

Les personnels, y compris les salariés intérimaires, des entreprises, titulaires ou sous-traitantes, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité. Cette formation, dispensée sous l'autorité du chef d'entreprise, doit porter sur :

- a) les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- b) la sécurité pendant l'exécution du travail,
- c) les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident ou d'incendie
- d) la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées et personnes habilitées au sens de la législation générale du travail.

Par personne autorisée par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, il faut entendre :

- toute personne liée par contrat de travail avec un intervenant agissant directement pour le compte du Maître d'ouvrage ou avec l'un de ses sous-traitants.
- toute personne liée par contrat de travail avec l'entrepreneur titulaire d'un lot du marché ou avec l'un de ses sous-traitants, de quelque rang que ce soit.
- les agents des organismes habilités par la réglementation en vigueur à pénétrer sur le chantier.

Les dispositions à respecter sont les suivantes :

Chaque entreprise tient à jour une liste de son personnel, y compris le personnel intérimaire, présent sur le chantier sur laquelle sont consignées les attestations de formation relative aux conditions sécurité et de circulation sur le chantier ; cette liste est tenue à la disposition des organismes de prévention (Inspection du Travail, CARSAT., O.P.P.B.T.P.).

Le personnel des entreprises doit porter une tenue de travail au choix de l'entreprise, de type bleu de travail, à l'exclusion d'autre vêtement du type vêtement de ville ou de loisir. Cette tenue possède une identification claire de l'entreprise (logo) et de la personne (badge) y compris pour le personnel intérimaire.

Les entreprises sous-traitantes, soumises également aux dispositions qui précèdent, doivent avoir satisfait aux obligations découlant de la procédure indiquée à l'article 8.6 du présent P.G.C pour pouvoir accéder au chantier.

Pour les autres intervenants, le signe distinctif de la société ou du service pour le compte duquel ils interviennent est porté sur l'équipement de protection individuelle.

Le maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. sont habilités par le Maître d'ouvrage à inviter toute personne ne respectant pas ces dispositions à quitter le chantier sur-le-champ.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Il revient au Lot Gros Œuvre de rendre le chantier clos et indépendant par la mise en place de clôtures périphériques parfaitement lestées et liaisonnées entre elles.

Le portail d'accès à la parcelle devra être de type double vantaux rigides avec supports rigides lestés - condition de fermeture à organiser (cadenas ou serrure etc...).

3.2.2. Accès

Le titulaire du lot Gros œuvre en charge des installations de chantier et en charge de la gestion du compte prorata procède à un examen détaillé des voies d'accès extérieures au chantier, municipales ou autres, , tant en ce qui concerne leur tracé que leur état de conservation. Avant tout commencement d'exécution, il y a lieu, pour l'entreprise, d'établir un constat des voiries et trottoirs.

Ils disposent en principe de ces voies d'accès, mais il est formellement établi que tous les renforcements qui pourraient s'avérer nécessaires seront à la charge du lot Gros œuvre au titre du compte prorata.

De plus, le lot Gros œuvre doit constamment entretenir ces voies en bon état de propreté et d'usage et les laisser, à la terminaison des travaux, dans un état de conservation au moins égal à celui dans lequel ils en ont pris possession.

Dans le cas contraire, celles-ci sont remises en état aux frais du compte prorata.

Depuis le domaine public les entrées et sorties du chantier sont parfaitement identifiées par des signalétiques réglementaires "SORTIES DE CAMIONS" ralentissement "VITESSE LIMITE A 30 km/h".

3.2.3. Circulations

Il revient au lot Gros œuvre d'établir un PLAN D' INSTALLATION DE CHANTIER (PIC) définissant l'organisation du chantier en fonction des éléments collectés des différents intervenants à la réalisation de l'ouvrage.

Celui-ci précisera les zones dédiées au stockage qui devront être à l'opposée de la ligne haute tension, des zones de circulations horizontales des hommes et de la base vie.

Doit apparaître le positionnement de la grue ou appareil de levage ainsi que les distances réglementaires par rapport à la ligne électrique.

Article R4533-2 du code du travail une voie d'accès au chantier est construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier. Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

3.2.4. Signalisation

Il revient au lot Gros œuvre de prendre tous les arrêtés de voiries relatifs aux interactions avec le domaine public.

Des panneaux indicateurs et des balisages à l'intérieur de l'emprise du chantier facilitent les flux horizontaux et verticaux tout en évitant le croisement des piétons avec des engins.

3.2.5. Stationnements

Les zones de stationnements sont identifiées pour interdire le mélange des véhicules sociétés et les fournisseurs.

La zone stationnement des véhicules d'entreprises et véhicules personnels est parfaitement identifiée - elle doit être proche des cantonnement et proche de l'entrée/sortie du site.

Elle doit être positionnée au PIC à l'opposée des aires de livraisons et des zones de stockage matériaux.

3.2.6. Stockage

Les entreprises prennent toutes dispositions pour que les approvisionnements sur le chantier se fassent dans le respect des règles de sécurité, à savoir :

- Informations des fournisseurs sur l'adresse précise du site et itinéraires principaux permettant aux véhicules lourds d'atteindre le site, les horaires d'accessibilité pour éviter les heures de fort trafic, les personnes à contacter sur le chantier et les modalités pour accéder au chantier,
- contrôle du stockage des matériaux ou du matériel livré.
- respect des horaires de livraison en fonction de l'environnement (crèche, école, arrêt de bus)
- disposition pour que les éléments pouvant basculer par l'action du vent soit éloigné des installations de chantier ou base vie et des limites de mitoyennetés.

Au cours de la période de préparation, chaque entreprise établit la prévision globale de ses approvisionnements. elle est transmise au maître d'oeuvre, à l'entreprise de Gros oeuvre, au coordonnateur S.P.S. et elle est mentionnée dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.

Cette prévision met en évidence :

- le poids des charges à transporter,
- les véhicules utilisés,
- les moyens de manutention au déchargement,
- le gabarit des colis,
- la fréquence des livraisons.

En outre, chaque entreprise remet chaque semaine au cours des réunions de chantier le programme de livraison de ses approvisionnements prévus la semaine suivante.

Le lot Gros oeuvre doit assurer la délimitation de l'ensemble des zones de stockage par des grilles rigides opaques et solidaires entre elles. Celles-ci sont obligatoirement éloignées de la base vie, des voies de circulation piétonne sur le chantier et des zones de circulation piétonne du domaine public.

Les stockages de matériaux ou de matériel ne peut se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier. Chaque entreprise veille à donner les instructions pour que le stockage des matériaux à mettre en oeuvre à l'intérieur des bâtiments soit effectué en dehors des zones d'accès de circulation du personnel.

A la demande des entreprises, les zones de stockages sont réparties en fonction des possibilités du chantier en accord avec le maître d'oeuvre et le coordonnateur S.P.S.

Les fiches techniques concernant les produits dangereux sont intégrées dans les PPSPS.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Il revient au lot Terrassement de faire les demandes à l'exploitant pour obtenir les plans de recollement des réseaux. En l'absence de plans il effectuera les sondages nécessaires pour identifier précisément cette canalisation et mettre en place des repères visuels pour en interdire la détérioration de ces réseaux existants.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'ensemble des installations de chantier sont installés, raccordés aux réseaux et mis en service à l'intérieur de l'enceinte du chantier par l'entreprise de Gros oeuvre sur une plate forme plane et stable existante ou a réaliser par le lot Terrassement (plan d'installation de chantier à réaliser par le lot Gros oeuvre en collaboration avec le lot Terrassement qui doit préciser le volume de terre qui doit être stocké pour le réemploi

nécessaire aux espaces verts final.

Charge au lot Gros oeuvre de positionner la base vie de manière à assurer une continuité de fonctionnement durant toute la durée du chantier.

Les équipements installés seront nécessairement raccordés en eau et électricité à partir des points de raccordements demandés et obtenus par le lot Gros Oeuvre afin de disposer d'eau chaude et en nombres suffisants répondant aux besoins du chantier.

Locaux vestiaires équipés d'armoires individuelles (1 armoire à deux compartiments par salariés) et communiquant directement avec une zone disposant de lavabos, le lot Gros oeuvre dimensionnera les installations pour répondre aux besoins de tous corps d'état du chantier et ce jusqu'à la livraison finale,

Des locaux réfectoires aérés, éclairés et chauffés disposant de tables et de chaises en nombre suffisant avec un frigidaire et appareils de cuisson électrique avec un robinet d'eau potable pour 10 travailleurs compris évacuation – prévoir un extincteur, le lot Gros oeuvre dimensionnera les installations pour répondre aux besoins de tous corps d'état du chantier et ce jusqu'à la livraison finale,

Des locaux sanitaires disposant de rampe de lavabos à température réglable avec les moyens d'essuyage, une douche et un sanitaire sans communication directe avec les autres locaux (1 WC et 1 urinoir pour 20 hommes). Le titulaire du lot devra dès le démarrage du chantier prévoir un sanitaire dédié au personnel féminin qui interviendra sur le chantier. le lot Gros oeuvre dimensionnera les installations pour répondre aux besoins de tous corps d'état du chantier et ce jusqu'à la livraison finale,

Un lave botte sera installé sur la zone de cheminement d'accès à la base vie,

Une salle de réunion (dimensionnée pour recevoir 10 personnes) équipée de tables et chaises, en nombre suffisant pour répondre aux besoins de l'équipe de maîtrise d'oeuvre . Cette salle sera équipée d'une armoire fermant à clé, d'un tableau, d'un dossier de plan à jour des derniers indices.

Le nettoyage des sanitaires/vestiaires/réfectoire sera réalisé au moins une fois par jour, les locaux communs (salle de réunion etc...) une fois par semaine. En cas de non respect de ces obligations, le maître d'oeuvre fera intervenir une entreprise de nettoyage au frais et à la charge de l'entreprise de Gros oeuvre responsable des installations de cantonnement.

La dépose de cette installation est conditionnée par la mise à disposition d'une installation équivalente, en concertation avec le maître d'oeuvre et le coordonnateur S.P.S, jusqu'à la réception des travaux.

Une zone de rétention des eaux de lavage des toupies béton sera implantée à l'intérieur du périmètre de chantier, L'ensemble de ces prestations obligatoires est géré par le lot Gros oeuvre. L'entreprise s'assurera que les prestations en place correspondent bien aux besoins pour satisfaire à la réglementation durant toute la période de chantier et pour l'ensemble des entreprises intervenantes titulaires et sous traitants.

Au titre de l'article R8221-1 le titulaire du lot doit la réalisation et la mise en place sur le site d'un panneau de chantier dont les indications sont lisibles depuis la voie publique. La maquette sera définie en concertation avec le Maître de l'ouvrage et l'Architecte.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Il revient au lot Terrassement puis Gros oeuvre:

- de maintenir les voies de circulation du chantier, les pieds de bâtiment en parfait état de roulement sans ornières et parfaitement compactés.
- d'assurer la gestion des déchets et les rotations au titre du compte prorata.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

Il revient au titulaire du lot Gros oeuvre de réaliser le Plan d'Installation de chantier en tenant compte de tous les paramètres définis en amont, des pièces écrites et des contraintes constructives de l'opération.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS OEUVRE - DEMOLITIONS** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens (une coupe de profil détaillera le périmètre de sécurité autour de la ligne électrique),
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- des emplacements de grue ou appareil de levage mobile,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise de **GROS OEUVRE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **DEMOLITIONS - GROS OEUVRE - VRD - ESPACES VERTS** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Accès	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Circulations	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Signalisation	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Stationnement	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Stockage	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Réseaux provisoires de chantier	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Coffret électrique général	ELECTRICITE	ELECTRICITE	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Cantonnement	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Infirmerie de chantier	A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT	A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Nettoyage hors cantonnement	A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT	A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
PIC	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	DEMOLITIONS - GROS OEUVRE - VRD - ESPACES VERTS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Protections collectives	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Accès hauteur communs	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE
Déchets - Gravats	A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT	A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT	JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 PREPARATION		TERRASSEMENT - GROS OEUVRE	Déplacement de plain-pied Engins et matériels Réseaux Travail isolé Voisinage Pollution de l'atmosphère	RENDRE LE PERIMETRE DU CHANTIER CLOS ET INDEPENDANT Personnel au sol équipé de vêtement de haute visibilité. Respect des distances de sécurité vis à vis des engins motorisés
2 INFRASTRUCTURE		ELECTRICITE - PLOMBERIE SANITAIRES - INCENDIE - DALLAGES	Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Travail en hauteur	Personnel habilité. Tous les postes électriques secondaires font l'objet d'un contrôle conformément au décret de 88 relatif à la protection des salariés. Code du travail Article R 4323-58 : Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un équipement de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques.
		DESAMIANTEMENT	Amiante	Répondre en tout point à la réglementation en vigueur. Plan de retrait à déposer aux organismes un mois avant intervention. Intervenant dûment habilité et inscrit au Plan de Retrait communiqué aux différents organismes.
3 ELEVATION		GROS OEUVRE - CHARPENTE - BARDAGE - ELECTRICITE	Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Travail en hauteur Travaux à point chaud Rupture, effondrement Stabilité, renversement Voisinage	Contacter les personnes habilitées pour toutes interventions liées à des pannes ou défaillances. Code du travail Article R 4323-58 : Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un équipement de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques.
4 CLOS COUVERT		COUVERTURE ETANCHEITE - MENUISERIES EXTERIEURES - PORTES SECTIONNELLES	Contraintes météorologiques Engins et matériels Travail en hauteur Travail isolé Travaux à point chaud Rupture, effondrement	
5 SECOND OEUVRE	SERRURERIE - MENUISERIE BOIS - CLOISONS -		Chute et heurt avec charge en mouvement Travail en hauteur Manutention manuelle Déplacement de plain-pied	Maintenir et compléter si besoin toutes les protections collectives garantissant des risques de chutes de hauteur.

6 FINITIONS EXTERIEURES		TERRASSEM ENTS	Collision, heurt Routier, autoroutier Engins et matériels Voisinage	Personnel au sol équipé de vêtement de haute visibilité. Respect des distances de sécurité vis à vis des engins motorisés
--	--	-------------------	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - PREPARATION

TERRASSEMENT - GROS OEUVRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Nivellement et empierrement de toutes les zones de circulation horizontales et de stockage des matériaux. Définir les voies de circulations horizontales des engins et des hommes. Finaliser le plan d'installation de chantier en interdisant les croisement des flux piétons et engins. Mise en place de passerelles sécurisés pour les franchissements de fouilles. Repérage visuel en surface et à un mètre de distance de toutes excavation qui ne peut être rebouchée immédiatement.	
Engins et matériels	Les conducteurs d'engins sont habilités par leur employeur et dispose du CACES approprié. Les engins et les appaux de levage sont à jour des contrôles réglementaires. Respecter les horaires d'intervention imposé par l'exploitant.	Port de vêtements haute visibilité pour les intervenants lors des manœuvres d'engins. Respect des distances de sécurité vis à vis des engins et de leur axe de rotation.
Réseaux	Faire toutes les demandes de raccordements nécessaires à la mise en oeuvre de la base vie. Identifier tous les réseaux présents sur la parcelle, et effectuer un repérage visuel en surface. Obtenir toutes les attestations écrites de l'effacement des réseaux existants avant réalisation de fouilles. Dévoisement des réseaux avant création de la plate-forme. En fonction de la profondeur des fouilles et la nature du terrain prévoir un élargissement des fouilles pour respecter la règle du 1/1 ou avoir recours à des blindages mobiles.	Communiquer au lot Gros oeuvre vos besoins en surface de stockage, moyens humains hommes et femmes au pic de votre activité pour que le lot Gros oeuvre en charge de la base vie dimensionne en conséquence. Ne pas sortir des zones de balisage lors des cheminements horizontaux.
Travail isolé	Travail en, binôme obligatoire ou définir dans votre PPSPS une procédure spécifique garantissant la sécurité d'un travailleur solitaire.	
Voisinage	Rendre le chantier clos et indépendant intérieur bâtiment existant et extérieur tenant compte des aires de stockages et d'évolution des différents engins. Portails entrées et sorties du chantier parfaitement identifiés et visible depuis le domaine public. Identification de l'accès chantier depuis la voie d'accès principale. Définir le code cadenas des portails ou multiplier les clés pour remise aux différents intervenants.	
Pollution de l'atmosphère	EPI spécifique, Aucun travaux avec vent	Coactivité interdite. Humidification des sols en période de forte chaleur.

Séquence : 2 - INFRASTRUCTURE

ELECTRICITE - PLOMBERIE SANITAIRES - INCENDIE - DALLAGES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	L'ensemble des entreprises doivent communiquer leurs besoins au lot ELECTRICITE afin que celui ci dimensionne l'installation en conséquence. Avant démolition des ouvrages existants le lot Electricité doit communiquer au lot Gros oeuvre un certificat d'effacement des réseaux. Tous les câbles devant rester alimenté dans la zone	Respect du matériel en place et des mesures de sécurité définies par le titulaire du lot.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	destinée à être démolie doivent être parfaitement identifié avec des panneaux "CABLE SOUS TENSION"	
Déplacement de plain-pied	Il appartient au titulaire du lot Électricité de coller à l'avancement des phases pour assurer un niveau d'éclairage des zones de circulations verticales et horizontales du bâtiment. Le titulaire du lot doit également le déploiement et la répartition des coffrets électriques secondaires pour interdire toute rallonges de plus de 25 ml. L'ensemble des prestations électriques sera exécuté par du personnel qualifié et habilité. Il importe que la vérification initiale avant la mise en service soit confiée à un organisme ou personne agréé conformément à l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.	
Travail en hauteur	Code du travail Article R 4323-58 : Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un équipement de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques. Balisage au sol et à l'aplomb des travaux en hauteur.	

DESAMIANPAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	Plan de Retrait Prendre connaissance des diagnostics qui sont joints au dossier de consultation . Recueillir les attestations de consignation des alimentations du Maître de l'Ouvrage ou des lots Plomberie et Electricité avant mise en oeuvre du confinement. Fournir le contrôle des installations électrique (contrôle réalisé par un organisme extérieur habilité) provisoires liées aux travaux de désamiantage conformément au Décret de 88 relatif à la protection des travailleurs. Démarrage des travaux possible un mois après l'envoi du Plan de Retrait aux différents organismes (CARSAT, Inspection du Travail, OPPBTP). Mesures libératoires à communiquer à l'issue des travaux.	Préalablement à l'intervention du lot DESAMIANPAGE les lots, Electricité et Plomberie remettront a celui ci les attestations écrites de consignation des réseaux qu'ils ont effacés. Le Maître de l'ouvrage doit conformément à la réglementation missionner un organisme extérieur habilité pour effectuer un contrôle visuel avant retrait du confinement afin de s'assurer que l'ensemble des matériaux amiantés ont bien été déposés.

Séquence : 3 - ELEVATION

GROS OEUVRE - CHARPENTE - BARDAGE - ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Répartir des points de raccordements électrique sur l'ensemble du chantier pour interdire les rallonges de plus de 25ml. Habilitation électrique des intervenants.	Respect des consignes de sécurité liées aux installations électriques
Engins et matériels	Privilégier le recours a des moyens mécaniques pour le transport de charges lourdes. Engins et appareils de levage à jour des contrôles réglementaires en adéquation avec les charges à transporter et les hauteurs à atteindre. Contrôle des appareils de levage conformément au code du travail Articles R4323-23 et 4323-48. Le personnel dispose d'une autorisation de conduite de son employeur	Respect du périmètre de sécurité autour de l'équipement.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	et d'un CACES. Contact électrique direct ou indirect Habilitation électrique des intervenants.	
Travail en hauteur	Code du travail Article R 4323-58 : Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un équipement de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques. Balisage au sol et à l'aplomb des travaux en hauteur. Mise en oeuvre des protections collectives temporaires garantissant les risques de chute de hauteur.	Respect des balisages et des protections collectives provisoires en place.
Travaux à point chaud	Extincteur à jour des contrôles réglementaires sur les postes de travail par point chaud.	
Rupture, effondrement	Répartition des charges sur les toitures en fonction des charges admissibles. Utilisation d'appareils de levage en adéquation avec les charges à transporter, les sangles doivent être en bon état, les chaînes et autres équipements à jour des contrôles réglementaires.	
Stabilité, renversement	Avant toute intervention en hauteur à l'aide d'engins de levage vous vous assurerez que les pieds de bâtiments sont parfaitement stabilisés et compactés permettant la circulation horizontale sans risque de renversement ou basculement. Les points d'entrée et de sortie des différents bâtiments seront balisés par vos soins permettant aux salariés d'identifier la présence de travaux en hauteur.	
Voisinage	Harmonisation de vos interventions avec le titulaire du lot Gros oeuvre pour interdire toutes superpositions ou coactivité.	

Séquence : 4 - CLOS COUVERT

COUVERTURE ETANCHEITE - MENUISERIES EXTERIEURES - PORTES SECTIONNELLES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contraintes météorologiques	Préalablement à toute intervention, veuillez contacter les services météorologiques pour s'assurer des bonnes conditions.	
Engins et matériels	Engins et appareils de levage à jour des contrôles réglementaires en adéquation avec les charges à transporter et les hauteurs à atteindre. Contrôle des appareils de levage des pré-murs conformément au code du travail Articles R4323-23 et 4323-48 Le personnel dispose d'une autorisation de conduite de son employeur et d'un CACES. Utilisation d'appareil de communication entre le personnel eau sol et le personnel en toiture, Lorsque le personnel au sol et le personnel en hauteur se voient mutuellement il doivent utiliser les gestes de commandements réglementaires pour le guidage.	
Travail en hauteur	Doit la mise en place d'une tour d'accès échafaudage sécurisée pour intervenir en toiture Respect de la Norme NF P 93-355 concernant les protections périphériques et la Norme NF EN 12633-1 et 2 concernant les filets de sous face ainsi que leurs attaches. Les filets de sous face seront retirés une fois l'ensemble des lanterneaux et châssis de désenfumage installés en position définitive.	Respect des balisages en place.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Le personnel intervenant est habilité aux travaux en hauteur et les salariés de moins de 18 ans sont déclarés apte aux travaux en hauteur par une habilitation médicale. Le personnel intérimaire fera l'objet d'un journal d'accueil à son arrivée sur le chantier. Balisage au sol et à l'aplomb des travaux en hauteur pour interdire toute superposition de tâches.	
Travail isolé	Travail en, binôme obligatoire ou définir dans votre PPSPS une procédure spécifique garantissant la sécurité d'un travailleur solitaire.	
Travaux à point chaud	Extincteur à jour des contrôles réglementaires sur les postes de travail par point chaud.	
Rupture, effondrement	Répartition des charges sur les toitures en fonction des charges admissibles. Utilisation d'appareils de levage en adéquation avec les charges à transporter, les sangles doivent être en bon état, les chaînes et autres équipements à jour des contrôles réglementaires.	

Séquence : 5 - SECOND OEUVRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute et heurt avec charge en mouvement	Planification des approvisionnements et favoriser les moyens mécaniques.	Respect des zones de balisage.
Travail en hauteur	Code du travail Article R 4323-58 : Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un équipement de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques. Balisage au sol et à l'aplomb des travaux en hauteur. Maintien des protections collectives provisoires en place jusqu'à la mise en œuvre des moyens définitifs.	Signaler immédiatement toute défaillance dans les protections collectives provisoires.
Manutention manuelle	Privilégier les moyens mécaniques pour le transport de charges lourdes.	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les zones de circulation horizontales et verticales propre et dégagées. Évacuation des déchets au fur et à mesure vers les bennes prévues à cet effet dont la gestion incombe au lot Gros oeuvre.	

Séquence : 6 - FINITIONS EXTERIEURES

TERRASSEMENTS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Les conducteurs d'engins sont habilités par leur employeur et dispose du CACES approprié. Les engins et les appareils de levage sont à jour des contrôles réglementaires.	Balisage des zones d'interventions.
Routier, autoroutier	Phasage des travaux à coordonner avec la maîtrise d'œuvre pour interdire toute interférence. Signalétiques réglementaires avec balisage des zones d'intervention.	
Engins et matériels	Les conducteurs d'engins sont habilités par leur employeur et dispose du CACES approprié. Les engins et les appareils de levage sont à jour des	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	contrôles réglementaires.	
Voisinage	Mettre des indicateurs visuels de limitation de hauteur dans le périmètre de la ligne haute tension. Du personnel au sol assurera le guidage.	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de Gros oeuvre pour la partie bâtiment et Etanchéité / Bardage pour la partie toiture et vêtture soient chargées de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de Gros oeuvre en concertation avec les autres lots.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Ouvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise de Gros oeuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Gros oeuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Oeuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise de Gros oeuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Gros oeuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Oeuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Oeuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Conformément à l'article L4121-1 du code du travail et sur la base du respect des principes généraux de prévention vous devez :

Le chef d'établissement prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Il veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Il revient à chaque intervenant du chantier d'effectuer son analyse de risque et de transcrire sur son PPSPS les moyens appropriés et adaptés garantissant la protection de ses salariés.

4.4. Equipement de levage

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues). Les registres de sécurité doivent être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien doivent pouvoir être présentés à toute demande).

Aucun des composants d'engin de levage et des charges ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

Conformément à l'article 5.1 de l'arrêté du 1er Mars 2004 et avant toute opération de levage une étude d'adéquation doit être réalisée.

Cette étude doit démontrer que les contraintes de sol ont bien été prises en compte.

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier - il revient à tout intervenant de rédiger un permis feu avec l'exploitant et d'en respecter les consignes.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

L'entreprise qui intervient en superposition d'une autre assurera la sécurité collective des travailleurs en dessous d'elle. Elle devra tenir compte dans son offre de prix d'un complément d'échafaudage horizontal à réaliser en cours de travaux.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun de moyens de levage

Dans la mesure des impératifs du chantier, les entreprises possédant des moyens de levage mécanisés sont tenues de les mettre à la disposition de toutes les entreprises qui leur en font la demande.

Un protocole est établi avec les entreprises concernées. Cette demande se fait obligatoirement une semaine avant l'intervention, afin de permettre une planification.

A soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention doit être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

4.6.2. Elévation du personnel

Sans objet

4.6.3. Echafaudages, matériels ou équipements mis en commun

La mise à disposition du matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt ou d'utilisation entre les entreprises concernées.

L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise doit appliquer la totalité des démarches suivantes :

- s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,
- qu'il soit adapté à l'usage qu'elle veut en faire,
- qu'il présente les sécurités requises,

Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Il revient au lot Gros oeuvre d'assurer la gestion des déchets au titre du compte prorata.

L'entreprise se conformera aux prescriptions du CCTP Article 13.2.3 qui prévoit la mise en place d'une cellule nettoyage avec un responsable chargé de diriger cette entité pour effectuer:

- les nettoyages,
- les évacuations des gravats,
- les manutentions des matériaux et matériels mal entreposés.

L'Entrepreneur s'engage à ce que l'ensemble du chantier et ses abords immédiats soient nettoyés au moins une fois par semaine (à la fois aux plans intérieur et extérieur). Tous les frais découlant des travaux de nettoyage sont assumés par l'Entrepreneur.

Ces frais comprennent notamment :

- la location du matériel nécessaire, notamment les goulottes de chargement, trémies, silos, bennes basculantes, camions-bennes, appareils de levage, bobcats, conteneurs de gravats, aspirateurs, etc. ainsi que les coûts de traitement, de réparation et d'entretien y afférents,
- les coûts de transport, de montage et démontage du matériel nécessaire,
- les coûts liés à la réalisation ou au maintien d'ouvertures dans les ouvrages ou parties de bâtiments et leur fermeture temporaire ou finale et l'achèvement de ces travaux,
- l'enlèvement des déchets et les factures des sociétés spécialisées dont les services auront été loués à cette fin,
- les taxes liées à la mise en décharge.

L'Entrepreneur établit un règlement de chantier strict dans lequel il est clairement stipulé que :

- L'Entrepreneur et ses Sous-traitants font en sorte que leur propre personnel enlève les débris et gravats occasionnés par leurs travaux, ce qui devra être fait quotidiennement,
- Les gravats et débris sont déposés par l'Entrepreneur et ses Sous-traitants aux endroits préalablement indiqués par l'Entrepreneur sur un plan des installations du chantier.

L'Entrepreneur met à disposition un espace et des équipements de stockage en quantité suffisante (conteneurs, cuves, etc.) et sera responsable de l'enlèvement des gravats du chantier conformément à la législation en vigueur sur la protection de l'environnement.

Le gros oeuvre spécifie sur son plan d'installation de chantier la disposition des bennes et les signalétiques réglementaires relatives au tri sélectif des déchets.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de Gros Œuvre est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement doit être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :
 - D.I.C.T, (validité : 2 mois) - A la charge de toute entreprise ayant à réaliser des fouilles quelques soit la profondeur.
- Demandes d'arrêtés - • Demandes d'arrêtés - A la charge de toute entreprise ayant à réaliser des travaux ou occuper ponctuellement un espace sur le domaine public.
- Autorisations concessionnaires - • Autorisations concessionnaires - Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol. Une copie sera adressée au coordonnateur.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Des horaires d'interventions et/ou des périodes d'absence de travaux peuvent être imposés par le Maître de l'ouvrage ou Moe.

Aucun des composants d'engin de levage et des charges ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

Il appartient au titulaire du lot Gros Oeuvre d'effectuer les démarches nécessaires auprès de ERDF afin que ceux ci procède à l'isolement ou consignation des câbles.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours

aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.

Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose . . .).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles-ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

La zone de travaux à l'intérieur des bâtiments existants doit être totalement isolée du reste de l'exploitation par la mise en œuvre de cloisons provisoires étanches.

Ce cloisonnement ne doit en aucun cas interdire le cheminement horizontal et l'accès vers les issues de secours.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Obligatoire et à la charge de toute entreprise effectuant des travaux par point chaud.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

La zone de travaux à l'intérieur des bâtiments existants doit être totalement isolée du reste de l'exploitation par la mise en œuvre de cloisons provisoires étanches.

6.7. Locaux témoins

Sans objet.

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier minimum, quel que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et coller, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Il revient à l'entreprise de Gros OEuvre de définir et d'identifier dans le plan d'installation les points de rassemblement sécurité.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A identifier sur le site et au PIC.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers

(
15 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : 17 CHATEAU O. REHAB. CASERNE

Adresse : LOCAUX ASSOCIATIFS 17480 LE CHATEAU D OLERON

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A identifier sur le site et au PIC.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Sans objet